



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2021 - 233 DEVELOPPEMENT DURABLE
PLAN DE MOBILITE DE L'ADMINISTRATION DE LA VILLE DE GRASSE
INSTAURATION D'UN FORFAIT MOBILITES DURABLES
ET AUGMENTATION DE LA PRIME TRANSPORTS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMANTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA

Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ÎLOT ROUSTAN
 DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

DU 7 DECEMBRE 2021

DEVELOPPEMENT DURABLE
PLAN DE MOBILITE DE L'ADMINISTRATION DE LA VILLE DE GRASSE
INSTAURATION D'UN FORFAIT MOBILITES DURABLES
ET AUGMENTATION DE LA PRIME TRANSPORTS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le Plan de Mobilité de l'administration de la ville de Grasse a été approuvé par le Conseil Municipal le 29 septembre 2020. Une des 5 actions de ce Plan consistait en l'instauration d'un Forfait Mobilités Durables (FMD), afin d'encourager les agents municipaux à recourir à des transports plus propres et moins coûteux. Le Conseil Municipal du 8 décembre 2020 a, par la suite, validé les modalités d'instauration de ce Forfait Mobilités Durables. Cependant, le 9 décembre 2020, le Décret n°2020-1547 relatif au versement du Forfait Mobilités Durables dans la fonction publique territoriale est venu règlementer le versement de ce Forfait. Il est donc nécessaire d'ajuster le Plan de mobilité afin de respecter les conditions dudit décret.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	Dépenses	Fonction du nombre de bénéficiaires

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi « Grenelle II » du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu l'article 82 de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) publiée le 24 décembre 2019, modifiant l'article L. 1214-2 alinéa 9 du code des transports, incitant les entreprises et les collectivités publiques à améliorer la mobilité quotidienne de leurs personnels notamment dans le cadre d'un Plan de Mobilité Employeur ou en accompagnement du dialogue social,

Vu la proposition de la Convention Citoyenne pour le Climat incitant à utiliser des moyens de transports doux ou partagés, notamment pour les trajets domicile-travail, en généralisant et améliorant le forfait mobilité durable, prévue par la récente loi d'orientation des mobilités,

Vu le Code du Travail (article L3261-2) qui oblige les employeurs à prendre en charge 50% du coût de l'abonnement aux transports publics de leurs salariés pour les trajets domicile-travail,

Vu la Circulaire du 22 mars 2011 du Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat précisant le régime fiscal et social de la prise en charge des titres de transports correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Vu le Décret n°2020-541 du 9 mai 2020 relatif au « Forfait Mobilités Durables » (FMD),

Vu l'Arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du Forfait Mobilités Durables dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le Décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du Forfait Mobilités Durables dans la fonction publique territoriale,

Vu le Plan de mobilité de l'administration de la ville de Grasse approuvé par le Conseil Municipal, réuni le 29 septembre 2020, dont l'une des 5 actions à mettre en œuvre consiste en l'instauration d'un FMD et en la prise en charge à 100% des déplacements domicile-travail effectués en transports en commun,

Considérant que 78% des agents habitent à moins de 10 km de leur lieu de travail et que la voiture individuelle est utilisée dans 80% des trajets domicile-travail, la collectivité a un rôle primordial à jouer pour participer à la réduction des émissions des gaz à effet de serre sur son territoire,

Considérant que les modifications entre la première version de décembre 2020 et la nouvelle version de décembre 2021, proposées à travers cette délibération, sont les suivantes :

- Le montant annuel pour les agents se déplaçant entre leur domicile et leur travail avec un cycle, ou cycle à pédalage assisté personnel, ou en covoiturant en tant que passager ou conducteur, est fixé à 200 € par an pour à minima 100 jours d'utilisation ;
- La prise en charge au-delà du taux obligatoire de 50%, au titre de la Prime Transports, constitue un complément de revenu imposable ;
- Les engins de déplacement de type trottinettes, trottinettes électriques et gyropodes ne sont pas éligibles au forfait mobilités ;
- Les frais de recharge des véhicules électriques et hybrides dont les deux roues ne sont plus remboursés.

Considérant que le FMD et l'augmentation de la Prime Transports sont instaurés à titre expérimental pour une durée de 1an,

Considérant que le FMD et l'augmentation de la Prime Transports sont versés sur présentation des justificatifs (factures, relevés de traçage d'application, ...)

Considérant que les modalités d'application de cette prise en charge nécessitent d'être validées par le Conseil Municipal,

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est proposé d'approuver les modalités d'application du FMD et la Prime Transports pour les agents de la ville de Grasse, telles qu'annexées.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **INSTAURER** le Forfait Mobilités Durables ;
- **APPROUVER** les conditions et les modalités d'application du FMD ainsi que les éventuelles modifications à intervenir dictées par les évolutions législatives et/ou réglementaires ;
- **AUGMENTER** la participation de la ville de Grasse à la Prime Transports ;
- **APPROUVER** les modalités d'application décrites en annexe.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 8 DEC. 2021

suivant les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

elle.

